



FORUM ECAO : 9 au 13 Avril 2018, Bamako, MALI

THEME:

"DISPOSITIFS POUR ENDIGUER LES CONFLITS ET LES NOUVEAUX DEFIS EN MATIERE DE PAIX ET DE SECURITE DANS L'ESPACE SAHELO-SAHARIEN".

Partenaires confirmés: OIF, Institut PanAfricain de Stratégies (IPS), Fondation RLS, DIAKONIA/Mali.

Partenaires pressentis: UNESCO, ALG, UEMOA, CEDEAO, MINUSMA, MISAHEL, ONUDC, PNUD Mali, Fondation NAUMAN, Fondation Friedrich EBERT, Fondation Konrad ADENAUER, OXFAM/Mali, CNJ/Mali, IMRAP....

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Les foyers de conflits les plus violents et les plus dévastateurs du monde, se déroulent aujourd'hui en Afrique. La cartographie de la majeure partie du continent africain révèle des territoires émaillés de crises plus ou moins profondes mais surtout multidimensionnelles. La sécurité précédant le développement, nul besoin d'indiquer combien cela compromet structurellement tous les efforts, les processus, les plans et agendas de développement entamés ça et là.

L'Afrique de l'Ouest pour ne pas dire l'espace Sahélo Saharien qui s'étend de l'Atlantique à la Mer Rouge, de la Mauritanie à la Somalie, n'est pas en reste. Les pays de cette région sont fortement soumis aux défis de la paix et de la sécurité. La Guinée Bissau est dans une instabilité institutionnelle et politique chroniques; en Guinée Conakry, les tensions politico-ethniques couvent toujours, sapant du même coup la cohésion nationale. En Côte d'Ivoire, la paix durable et la réconciliation sont comme un horizon lointain, laissant apparaître les survivances d'une crise non résolue. Le Mali reste le foyer ardent de l'instabilité sahélo-saharienne en matière de sécurité, avec à la fois l'épineuse question du nord et la problématique du terrorisme qui s'étend jusqu'au centre du pays. Celle-ci déborde aussi dans les pays voisins que sont le Niger et le Burkina Faso, ce dernier étant très fragilisé également dans sa partie septentrionale. Le Nigeria n'est pas encore à bout de Boko Haram qui étale s'est tentacules, avec d'autres groupes armés terroristes, jusqu'au bassin du lac Tchad.

Cette région s'est aujourd'hui transformée en théâtre de violences accrues et inédites et à caractère transnational, du fait de nombreux maux qui minent les Etats locaux: fragilité de la gouvernance démocratique, faiblesse et/ou effondrement des institutions étatiques, instrumentalisation des différences religieuses et identitaires, lutte pour le contrôle des ressources, criminalisation des circuits économiques et financiers, paupérisation accrue des populations et notamment des jeunes

qui n'hésitent plus à monnayer leurs connaissances de leur territoire ou les informations qu'ils détiennent.

Aujourd'hui l'espace sahélo-saharien qui inclut une grande partie de l'Afrique de l'Ouest, est à la fois une passerelle et un sanctuaire offrant aux groupes mafieux et terroristes d'énormes et stratégiques facilités logistiques: transfert de la drogue provenant d'Amérique du sud. La zone est aussi un carrefour des différents courants migratoires vers l'Europe et y compris la traite humaine, une zone de repli pour terroristes et preneur d'otages; un espace d'organisation de filières d'acheminement de combattants, de fonds et d'armes vers les théâtres de conflits.

Comme toutes crises qui ne sont pas résolues, celles auxquelles est confrontée la majorité des Etats de la CEDEAO semblent s'enraciner au point de devenir structurelles. Or la paix et la sécurité sont les conditions incontournables du développement après lequel les pays africains courent depuis plus d'un demi siècle. Il devient impératif d'agir, car l'Afrique n'a d'avenir ni de grand destin sans une réponse adéquate aux défis inédits, singuliers du terrorisme notamment, et des autres nouvelles menaces sécuritaires. Il importe alors de trouver les mécanismes appropriés pour parvenir à une configuration régionale de paix et où les menaces sécuritaires sont quasi inexistantes.

En somme, il faut agir pour que l'espace sahélo-saharien ne soit plus la première victime du terrorisme en Afrique. Pour ce faire, le mécanisme de la sécurité collective semble être mis à contribution. En effet, à chaque crise, l'ONU, et en particulier son organe en charge de la paix et de la sécurité mondiale prend des dispositions formelles à travers des résolutions, le déploiement de forces de maintien de la paix: c'est ainsi que des dispositions instituant la MINUSMA, ont été adoptées. L'UA également est au cœur du mécanisme qui ont abouti aux mesures prises pour la résolution des différends et pour venir à bout des forces asymétriques qu'il faut combattre sans relâche. C'est à cet effet qu'elle a créé la MISAHÉL (Mission de l'Union Africaine pour le Mali et le Sahel) et nommé en conséquence un envoyé spécial. L'initiative des procédures de sécurité collective incombant aussi aux organisations régionales, la CEDEAO, pour ce qui est de l'Afrique de l'Ouest, est à l'avant-garde des atteintes à la paix et à la sécurité, avec son mécanisme de prévention, de gestion et de règlement des conflits.

En plus de ce qui précède, on constate l'apparition d'autres acteurs et institutions proclamant pouvoir contribuer efficacement à cette quête de paix et de sécurité? Depuis novembre 2015, un groupe de cinq pays (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad) venant d'espaces régionaux distincts ont décidé de conjuguer leurs efforts en matière de lutte contre le terrorisme, le radicalisme et l'insécurité, donnant ainsi naissance au G5. A leurs yeux, cette force antiterroriste regroupant les soldats des pays membres est la force d'avenir qui pourrait se substituer à la force française Barkhane. Pour ses promoteurs, le G5 Sahel, c'est la réponse régionale adéquate à la crise sécuritaire au Sahel. Dans le même temps, d'autres organisations régionale et en l'occurrence, l'UEMOA dont la vocation est essentiellement économique et monétaire a institué depuis 2016 une délégation à la paix et à la sécurité, dans une perspective de contribution supplémentaire. D'autres forces militaires interviennent dans la région par le biais de partenariats bi ou multilatéraux (USA, France). Aussi, des OSC et les citoyens veulent-ils activement participer à la recherche de solutions pérennes.

Cependant, en dépit de tout cela et à l'analyse, c'est l'impasse. Les Etats de l'espace sahélo-saharien, semblent impuissants face au terrorisme qui persistent toujours. Les acteurs connus jusque-là dans le cadre de la sécurité collective ne semblent pas venir à bout des menaces de l'heure. Les forces

Barkhane, les casques bleus de la MINUSMA, les forces armées nationales et maintenant celles du G5 qui comptent fortement sur les finances extérieures, et dont le Nigeria et le Sénégal entre autres contestent la légitimité à engendrer la paix et la sécurité, agissent au coup par coup alors qu'il faudrait une présence permanente pour sécuriser les territoires immenses et contenir toutes les forces terroristes qui sont très mobiles et maîtrisent les règles de la guerre asymétrique. On se demande alors s'ils sont à la hauteur des enjeux actuels. Les reproches sont nombreuses et variées: manque de moyens financiers (compromet sérieusement la souveraineté et la sécurité) au regard de l'arsenal militaire des forces terroristes, absence de coordination des actions et des informations, absence ou faible de leadership dans les mécanismes de résolution des conflits pour garantir la sécurité. Aussi, de nombreux africains pensent-ils que les dirigeants de la région n'ont pas les leviers nécessaires et endogènes face à cette problématique.

Force est donc de reconnaître que l'Afrique de l'Ouest est entrée dans une grave instabilité pour ne pas dire qu'elle est dans l'œil du cyclone. Les remèdes administrés jusque-là ne semblent pas avoir produit les effets escomptés. Pourtant des organisations mieux averties comme l'UNESCO, dès 1945, avait fortement recommandé d'élever les défenses de la paix dans l'esprit des hommes par une culture de la paix. Devant l'échec pour garantir une paix et une sécurité durables, il convient de faire l'inventaire adéquat, pour le cas échéant, prendre les décisions les plus opérantes qui s'imposent aujourd'hui. Car, la sécurité collective ne saurait être sauvegardée sans des efforts créateurs de réponses innovantes à la mesure des dangers qui la menacent. Une gouvernance vertueuse, une unité régionale et une réflexion stratégique conduisant à une politique de développement digne de ce nom, sous un leadership visionnaire d'Etats responsables, avec un engagement de la jeunesse, notamment la nouvelle génération de leaders, pourraient-elles être une solution pour venir à bout des plus graves menaces de ce siècle ?

Estimant qu'il est maintenant temps que l'Afrique prenne pleinement sa sécurité en charge, avec l'appui essentiel des partenaires qui le souhaitent, l'ECAO, à la suite des cycles de formation 2015, 2016 et 2017, envisage un nouveau cycle en cette année 2018 dont la première consistera en une contribution à la recherche et la consolidation d'une paix et d'une sécurité durables en Afrique de l'Ouest, à travers le thème : "***Dispositifs pour endiguer les conflits et les nouveaux défis en matière de paix et de sécurité dans l'espace sahélo-saharien***".

II. OBJECTIF DU FORUM

L'objectif général du Forum de Bamako est d'offrir aux futurs leaders de l'Afrique de l'Ouest, et plus globalement de l'espace sahélo-saharien, issus des milieux politiques, économiques, sociaux, culturels et environnementaux, l'opportunité de débattre, d'échanger sur les problématiques de paix et de sécurité qui minent la région, d'une part, et d'y apporter des réponses durables permettant le développement, d'autre part.

Plus spécifiquement, il s'agit de :

- *Participer à la réflexion sur les crises actuelles et les causes de leurs persistances afin de proposer les stratégies adéquates pour les résorber;*

- *Susciter un dialogue et une prise de conscience réelle sur l'ampleur des menaces à la paix et à la sécurité régionale;*
- *Identifier les propositions endogènes régionales et africaines contributives à l'architecture de paix;*
- *Apprécier la contribution des partenaires pour la paix et la sécurité;*
- *Contribuer à l'animation sur les grands enjeux et les défis majeurs de l'espace sahélo-saharien;*
- *Etablir un dialogue stratégique entre africains et leurs partenaires internationaux dans le cadre d'une vision commune des menaces contemporaines et des réponses adéquates à y apporter;*
- *Contribuer à la revitalisation d'une diplomatie préventive de la sécurité collective;*
- *Participer à un réseau d'acteurs, de partenaires pour le développement, la paix et la sécurité;*
- *Créer un réseau des auditeurs de l'ECAO.*

III. ACTIVITES DU FORUM

1. La durée du Forum

Le Forum se déroulera du 9 au 13 avril 2018 et durera cinq jours.

Les travaux se dérouleront tous les jours du Forum entre 08h et 17h.

2. Le thème du Forum

"DISPOSITIFS POUR ENDIGUER LES CONFLITS ET LES NOUVEAUX DEFIS EN MATIERE DE PAIX ET DE SECURITE DANS L'ESPACE SAHELO-SAHARIEN"

3. Le format du Forum

Le Forum consiste en des conférences (plénières), des séminaires, des ateliers. Chaque activité, autant que possible est suivie de discussions et d'échanges. Les participants seront amenés à réaliser également des mini projets à l'issue des ateliers, travaux de groupe. Ces mini-projets seront présentés, discutés et évalués par les pairs et un comité de spécialistes à l'occasion de séances plénières conclusives.

4. Nombre et profil des publics cibles

Les participants, environ une cinquantaine sont âgés d'au plus 45 ans. Ils viendront notamment du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, de la Guinée-Bissau, du Mali, du Niger, du Nigeria, du Sénégal, du Togo, du Ghana, et du Cap vert, dans un premier temps. Le principe de sélection est la parité dans les délégations de chaque pays.

Les auditeurs sont entre autre, des militants de partis politiques; les parlementaires et les élus locaux; les acteurs du secteur privé; les représentants des organisations de la société civile (jeunes, femmes, journalistes, magistrats, avocats, syndicats...).

5. Conditions d'admission

Les bénéficiaires des activités de l'ECAO sont essentiellement les militants ou responsables de partis politiques ou d'organisations de la société civile qui disposent de capacités réelles ou potentielles leur permettant de jouer ou prétendre à des responsabilités dans les pays ou dans la région et s'intéressant aux thématiques faisant l'objet du présent Forum.

6. Processus de sélection

L'admission des candidats se fera à la suite d'un dépôt de dossiers. Les dossiers de candidature (formulaire et CV) sont à envoyer par courriel à: **ecole.citoyenneafriqueouest@gmail.com** ; la sélection des candidats se fera par l'ECAO.

La liste définitive et confirmée des participants est établie au plus tard un mois avant le début de la session et mise à la disposition de tous les organisateurs.

7. Les experts et les facilitateurs

Les experts et/ou facilitateurs seront des universitaires chevronnés et confirmés et des praticiens ayant une longue expérience dans la vie politique, des mouvements sociaux, des problématiques africaines et internationales des pays participants. A ceux-ci, il faut adjoindre les acteurs de la société civile, les responsables ou spécialistes de programme du système des Nations unies (PNUD, UNESCO, Haut commissariat au droit de l'Homme, Bureau des nations unies en Afrique de l'Ouest), de la MINUSMA, de la MISAHEL, du Conseil de l'Europe, de l'Organisation internationale de la Francophonie, etc.

IV. RESULTATS ATTENDUS/PLAN D'EVALUATION DES ACTIVITES

1. Les résultats attendus

A l'issue de ce Forum, l'ECAO entrevoit:

- *une stratégie commune régionale est élaborée incluant un processus de stabilisation et de sécurisation;*
- *une prise de conscience plus affirmée de la complexité des menaces à la paix et à la sécurité internationales consacrée par l'adoption d'une déclaration et d'une résolution;*
- *les bonnes pratiques de résolutions de crises et d'approches multidimensionnelles sont partagées et adoptées;*
- *les communautés les plus pertinentes de décideurs de la région, les partenaires internationaux et bilatéraux en matière de paix, de sécurité et de développement sont identifiées;*

- *un réseau de leaders politique, de la société civile se constitue pour renforcer l'observatoire panafricain pour le sahel.*
- *Les participants deviennent des initiateurs et acteurs du dialogue social dans leurs pays respectifs.*
- *L'Ecole est reconnue comme un cadre innovant de dialogue politique et citoyen.*
- *Une constitution progressive d'un réseau des anciens de l'ECAO.*

2. Le plan d'évaluation

L'ECAO doit être à même de présenter à ses partenaires les résultats mais surtout l'impact et la pertinence des activités qu'elle a réalisées, tout en établissant la spécificité de sa démarche. Les comptes-rendus d'activités, la liste des participants ou des bénéficiaires ainsi que leur évaluation, les photos et vidéos, les articles de presses, la fréquentation du site internet, de la page facebook (J'aime et commentaires), l'animation de tweeter (retweet), les candidatures de plus en plus grandissantes à chaque cycle de formation, l'existence mais surtout la fonctionnalité du réseau des anciens seront les indicateurs de mesures, les preuves de la réalisation des objectifs de l'ECAO.

Dès la fin de l'activité, l'ECAO effectuera une évaluation auprès des participants. L'équipe-projet fait de même par rapport à sa planification. Tout cela sera transmis aux partenaires en même temps que les rapports technique et financier de chaque activité qui le nécessite.

V. LOGISTIQUE

L'organisation matérielle du Forum est assurée par l'ECAO. La sélection des participants est également effectuée par l'ECAO. Le transport des participants et experts est organisé en concertation avec ceux-ci et selon les plans de vols/route établis.

VI. HEBERGEMENT ET RESTAURATION

L'hébergement et la restauration des participants non résidents sont assurés par l'ECAO durant tout le Forum.

VII. BUDGET

Le coût global estimatif du Forum est **73 252 890 F CFA** (Cf. Budget).

VIII. DIPLOMES

Les activités du Forum ne sont pas diplômantes, mais seront sanctionnées par une attestation de participation dénommée « **Certificat de l'Ecole Citoyenne de l'Afrique de l'Ouest** » en reconnaissance de la participation, de l'acquisition de connaissances et de l'aptitude des auditeurs à contribuer au développement politique en Afrique de l'Ouest.

IX. CONTACTS

Email: ecole.citoyenneafriqueouest@gmail.com

Tel: 00223 76 28 81 13
00223 76 32 03 84
00223 76 04 87 83